

# Mouvement Communiste

## LINDSEY : LA TENTATIVE DE REVANCHE DE TOTAL SE SOLDE PAR UN ÉCHEC

### Présentation

Quelques mois après avoir dû reculer face à une grève qui s'était étendue aux principaux centres de production d'énergie du Royaume-Uni, Total a tenté d'imposer sa volonté aux travailleurs de la construction du génie civil.

En mai, une vague de grèves a de nouveau secoué le secteur suite à l'embauche d'une cinquantaine de travailleurs polonais par un sous-traitant sur le site du terminal de gaz liquéfié de South Hook – copropriété d'ExxonMobil et de Total – à Milford Haven, au Pays de Galles.

Les syndicats, *Unite* et GMB firent alors part de leur volonté d'organiser une grève nationale du secteur du génie civil, portant sur les salaires, les conditions de travail et la sécurité de l'emploi par les 50 000 travailleurs. Un vote préalable à la grève doit être organisé. Le 11 juin, Total déclenche son offensive, sur le site de construction de l'unité de désulfuration de Lindsey.

### Chronologie

11 juin

Suite à des envois de lettres de fin de chantier à 51 ouvriers (principalement des monteurs d'échafaudage) appartenant à une entreprise sous-traitante de Total, 1 200 ouvriers de la construction employés sur le site de la raffinerie de Lindsey se mettent en grève non officielle, pour la cinquième fois de l'année. Les 51 ne se sont pas vus proposer de nouveaux emplois alors qu'un autre sous-traitant va embaucher 61 salariés. Pour les travailleurs du site, il s'agit d'une provocation. L'accord signé suite à la grève du début de l'année spécifiait qu'aucun ouvrier « local » ne perdrait son emploi tant que les Portugais et les Italiens seraient employés sur le site. Total déclare négocier avec les syndicats et les sous-traitants pour résoudre le conflit.

12 juin

Total fait envoyer par les firmes sous-traitantes des lettres de licenciement pour faits de grève illégale. Au début, les travailleurs estiment que 900 d'entre eux sont touchés par cette action mais ce sont finalement 647 lettres qui auront été envoyées. Les licenciés devront soumettre une demande de réembauche individuelle à leur employeur.

15 juin

Les 1 200 travailleurs de Lindsey poursuivent la grève après la rupture des négociations. Total demande aux travailleurs de mettre fin à cette grève illégale. Des travailleurs de la raffinerie décident de retourner dans leurs régions d'origine pour obtenir la solidarité de leurs frères de classe. Ils partent vers Liverpool, l'Écosse, le Pays de Galles, le Yorkshire. Ils envoient également de nombreux SMS pour expliquer la situation. « C'est maintenant qu'il faut se battre ! », affirment les messages.

Petite manifestation à Lindsey, quelques centaines de grévistes franchissent une ligne de policiers pour bloquer l'autoroute A180 proche pendant une dizaine de minutes.

18 juin

La grève s'étend à d'autres sites de construction d'unités de production d'énergie. Sont touchés des centrales thermiques, des raffineries, des terminaux gaziers :

- 900 sous-traitants à Sellafield (Cumbria), ouvriers dans deux usines LNG South Hook and Dragon (West Wales),
- 200 sous-traitants à la centrale d'Aberthaw (Vale of Glamorgan), au Pays de Galles,
- 900 sous-traitants à Sellafield (Cumbria), 200 sous-traitants aux centrales de Drax et Eggborough près de Selby, (North Yorkshire),
- Des ouvriers de la centrale de Fiddlers Ferry à Widnes, (Cheshire),
- Des ouvriers sous-traitants de maintenance à la raffinerie Shell de Stanlow à Ellesmere Port, (Cheshire),
- 60 ouvriers sous-traitants de maintenance à la centrale de Didcot (Oxfordshire),
- Plus de 1 000 ouvriers sur le site de biocarburants Ensus à Wilton, (Teesside).

Les grandes sociétés de production d'électricité comme EDF, RWE, E.On sont parmi les entreprises ciblées. Une usine productrice de gaz industriels est également touchée à Scunthorpe. Plusieurs centaines de travailleurs de la raffinerie de Connoco-Philips débraient pour se joindre aux grévistes de Lindsey, dont le site est tout proche. Plus de 2 000 ouvriers se sont joints au mouvement.

Le syndicat GMB demande l'intervention d'ACAS. Un porte-parole du gouvernement conseille aux grévistes de suspendre un mouvement non officiel et de demander individuellement leur réembauche.

19 juin

La grève de solidarité s'étend. Plus de 1 000 travailleurs de l'usine Ensus à Wilton dans le Teesside se mettent en grève de solidarité. Les travaux de construction de la raffinerie de bio-éthanol sont arrêtés. Même des sites non syndiqués se joignent à la grève. Total affirme que beaucoup de travailleurs sont prêts à reprendre le travail à ses conditions.

22 juin

Les travailleurs licenciés brûlent des centaines de lettres de licenciement devant la raffinerie. Selon les termes de la lettre, ils ont jusqu'à 17 h pour mendier leurs postes. Selon les *shop stewards*, pas moins de 19 sites, employant 13 000 travailleurs sont touchés par les débrayages. Dans l'après-midi, un cortège se dirige de Lindsey vers la raffinerie voisine Conoco-Phillips d'Humber.

23 juin

Manifestation devant la centrale d'un millier de travailleurs venus de tout le pays, notamment de Hull, Scunthorpe, Leeds et Chesterfield. 1 000 grévistes bloquent les cinq portes d'Ensus avec l'aide de grévistes d'Ensus. Les ouvriers de l'usine Heerema à Hartlepool (Durham, Nord-Est de l'Angleterre), un fabricant de plates-formes pétrolières, se joignent à la grève. 300 ouvriers de la raffinerie, voisine de Lindsey, de Conoco-Phillips poursuivent la grève.

Des négociations formelles s'engagent entre les syndicats et les principales entreprises de sous-traitance. Total n'y participe pas mais donne sa bénédiction aux négociateurs après avoir refusé tout pourparler pendant 5 jours. Les syndicats demandent la réembauche des licenciés, des postes pour les 51 et pas de représailles contre les travailleurs en grève illégale par solidarité. Les points de vue sont encore éloignés affirment les participants. Le syndicat GMB annonce la création d'un fonds d'aide aux grévistes de 115 000 euros.

24 juin

900 travailleurs de la centrale nucléaire de Sellafield, en grève depuis lundi, reprennent le travail, suite au début des négociations. Les syndicats annoncent préparer un vote national pour officialiser la grève.

25 juin

Le syndicat GMB annonce l'envoi de deux cars de grévistes pour manifester à Paris

devant le siège de Total. Les appels à la solidarité et à l'action ne diminuent pas alors que de nouvelles négociations vont avoir lieu avec les directions des sous-traitants.

Le site de la centrale nucléaire de Sellafield (Cumbria) est à nouveau touché par un débrayage de 200 travailleurs.

26 juin

150 travailleurs de la centrale thermique de Longanet votent la reprise du travail suite à l'annonce du recul de Total. Les syndicats avaient pressé les grévistes de reprendre le travail mais ceux-ci avaient, par deux fois, voté à 4 contre 1 la poursuite du débrayage.

29 juin

Réunis en assemblée générale devant la raffinerie, les grévistes de Lindsey votent à main levée la fin de la grève sur proposition des *shop stewards*.

Ils ont obtenu la réembauche des 647 ouvriers licenciés – sans passer par la procédure de demande de réembauche individuelle – et la promesse que des emplois seraient proposés aux 51 travailleurs dont la fin de contrat avait provoqué le conflit. Les entreprises se sont également engagées à ne pas exercer de représailles à l'encontre des travailleurs qui ont participé aux grèves de solidarité.

## Défaite de Total

Il y a quelques années, le Premier Ministre Tony Blair s'était vanté d'avoir mis en place la législation syndicale la plus restrictive parmi les pays industrialisés. Utilisant l'arme de la grève de solidarité, décrétée illégale depuis Margaret Thatcher, les travailleurs de la construction ont démontré que la loi n'est pas un obstacle infranchissable à une action décidée d'une fraction unie et organisée de la classe ouvrière. Aucun gréviste ne s'est retrouvé traduit devant un tribunal malgré le caractère ouvertement illégal de la grève de solidarité.

Le gouvernement s'est bien gardé d'intervenir pour faire appliquer la loi comme le souhaitait Total – qui dénonce le caractère illégal d'une grève qui n'utilise même pas les canaux syndicaux –, de peur d'envenimer le conflit. « *C'est une question entre les entreprises et les travailleurs* », soulignait un porte-parole des autorités. Celles-ci ont probablement fait pression sur Total pour trouver un compromis.

Pour le pétrolier qui avait tenté d'obtenir une revanche après le mouvement de début d'année, l'addition est salée. Outre l'humiliation d'avoir cédé faute d'avoir rompu le front uni présenté par les grévistes, le pétrolier a concédé que son projet était en retard de 6 mois et lui coûterait 340 millions d'euros au lieu de 240 millions initialement budgétisés.

Les ouvriers du secteur ont, par leur organisation, su résister à la tentative de revanche de Total, en tirant partie de leur situation dans un secteur-clé de l'industrie.

## Royaume-Uni : aspects originaux de la lutte de classes

### ***Des origines très politiques***

La séparation historique entre lutte économique et lutte politique n'a pas toujours été marquée au Royaume-Uni. Les syndicats ont organisé des luttes politiques importantes. À l'origine du mouvement ouvrier organisé dans les années 1830 et 1840, le chartisme organise la lutte pour le suffrage universel en organisant des rassemblements de masse, avec des meetings de centaines de milliers de participants, et des grèves importantes dans les régions industrielles.

C'est par la suite sur l'initiative des syndicats (le TUC) que fût fondé, les 26-27 février 1900, le *Labour party*, avec divers groupes socialistes dont l'ILP, le Scottish LP, les Fabiens et le SDP. Son principal objectif était d'avoir un parti qui défende, au Parlement, les intérêts

des ouvriers et promeuve des lois en faveur de ceux-ci<sup>1</sup>.

En 1926, suite aux mesures du gouvernement Baldwin pour baisser les salaires des mineurs, le syndicat des mineurs (MFGB) est soutenu par le TUC (mais pas par le *Labour party*) qui appelle à la grève générale l'ensemble des ouvriers du 4 au 11 mai. En fait, seuls les syndicats des cheminots (NUR) et des transports (TGWU – dockers, pompiers et marins) soutiennent réellement la grève. Environ 4 millions de grévistes mettent le pays à l'arrêt mais échouent, le gouvernement se tenait prêt et n'a pas hésité à faire appel à l'armée et à des supplétifs civils et le TUC a fait machine arrière.

Les mineurs continuent seuls jusqu'en octobre et reprennent le travail dans la défaite : les salaires sont baissés de 20 % et 400 000 mineurs (soit 1/3 des effectifs) sont licenciés, la productivité double dans les dix années suivantes et les profits sont restaurés. Conséquence, en 1927, le gouvernement fit passer des lois rendant illégales les grèves de solidarité et les piquets de masse ainsi que l'affiliation des fonctionnaires (mais pas des autres travailleurs de l'État comme les postiers) au TUC.

### **Quand les luttes se heurtent à l'État**

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale les grèves ne sont devenues politiques qu'en réponse à des initiatives de l'État.

Les mineurs se sont heurtés par trois fois à l'État britannique qui gère par l'intermédiaire du *National Coal Board* la plupart des mines depuis leur nationalisation, deux fois victorieusement mais le troisième affrontement s'est soldé par une défaite définitive.

Premier affrontement national depuis 1926, la grève pour les salaires de 1972 va voir les mineurs mener l'offensive et établir des piquets sur l'ensemble des dépôts de charbon du pays. Les mineurs gallois vont durement s'affronter à la police pour bloquer le dépôt de charbon de Saltley. La lutte est particulièrement efficace car le charbon représente la principale source pour alimenter les centrales électriques. Le gouvernement doit déclarer l'état d'urgence et introduit la semaine de 3 jours pour économiser l'énergie. Après 7 semaines de luttes l'État capitule et les mineurs deviennent la catégorie de travailleurs la mieux payée du pays.

Nouvel affrontement deux ans plus tard, cette fois le conservateur en appelle au suffrage universel et perd les élections. C'est le gouvernement travailliste qui procédera aux augmentations de salaires.

C'est ce même gouvernement travailliste qui subira la plus importante vague de grèves au Royaume-Uni depuis la grève générale de 1926, le Winter of Discontent de l'hiver 1978-1979. Face à une crise qui l'avait vu implorer l'aide du FMI le gouvernement avait voulu instaurer un gel des salaires.

Le fabricant automobile Ford va tenter de s'y conformer en proposant aux ouvriers une hausse de 5 % de leurs salaires. 15 000 ouvriers, et leurs *shop stewards*, déclenchent une grève non officielle qui sera reconnue ensuite par les syndicats, portant le nombre de grévistes à 57 000. Au bout de 2 mois de grève Ford cède et lâche une augmentation de 17 %, acceptant les sanctions du gouvernement. La digue a lâché, les différentes sections de la classe ouvrière, privé d'abord, salariés de l'État ensuite, vont s'y engouffrer. Les camionneurs, utilisant l'arme des piquets vont mettre l'économie à genoux et l'État va renoncer à utiliser l'armée. Infirmières, conducteurs de trains, fossoyeurs, et autres vont entrer en lutte et faire voler en éclat la politique de gel des salaires. Il y a 30 millions de jours de grève en 1979.

Les travaillistes payent à leur tour le prix politique de leur incapacité à contrôler la

---

<sup>1</sup> Cette marque d'origine fait que le *Labour party* n'est pas un parti centralisé comme les partis sociaux démocrates (Allemagne, Scandinavie) ou staliniens. En effet, il fédère par affiliation (affiliation qui peut être refusée ou enlevée) des syndicats (donc pas tous), des groupes politiques (comme à une époque *The Militant*) et des *Constituency Labour Party* (CLP) ouverts aux individus et basés sur les circonscriptions électorales (*Constituencies*) et chargés de désigner les candidats et de faire les campagnes puis de gérer les municipalités.

classe ouvrière et les conservateurs menés par Thatcher reviennent au pouvoir.

Après avoir reculé en 1981, l'État va lancer l'offensive contre les mineurs en 1984 en annonçant un vaste plan de fermetures de puits. Les conservateurs ont soigneusement préparé l'affaire: cette fois-ci la lutte commence au printemps, les stocks de charbon sont pleins, la part du charbon est en recul vis à vis du pétrole dans la production d'électricité et les forces de police ont été centralisées, une décision illégale mais efficace. De plus, les mineurs du Nottinghamshire, une région où la modernisation de l'industrie charbonnière est effective, ne se joindront pas à la lutte. Malgré un an de combat et de violents affrontements avec la police (plus de 11 000 arrestations) la défaite est complète.

Seul effet positif, de nombreux individus (jeunes, activistes féministes, homosexuels et minorités diverses opposées au gouvernement Thatcher) se sont retrouvés impliqués dans la lutte des mineurs et ont participé aux mouvements de solidarité.

Ces mêmes activistes vont jouer un rôle important dans la quasi-insurrection que va provoquer l'instauration de la *poll tax* en 1989. Cette nouvelle forme de fiscalité locale allégeait les contributions des plus riches et alourdissait celles des plus pauvres. Des mouvements de protestation vont mobiliser des millions de participants de la classe ouvrière dans tout le pays, ponctués par de violents affrontements avec les forces de l'ordre.

La plus importante émeute du XX<sup>e</sup> siècle en Grande-Bretagne aura lieu à Londres à Trafalgar Square quand environ 200 000 manifestants se battront toute l'après-midi et une partie de la nuit. Bilan, environ 3 000 blessés. Hostiles aux conservateurs les émeutiers le sont tout autant aux travaillistes. « *Le Labour n'est plus le parti de la classe ouvrière, ni même de la classe ouvrière organisée; même Tony Benn (leader de son aile gauche) ne peut parler aux jeunes travailleurs en furie samedi dernier* », constatait le *New Statesman*.

Huit mois plus tard, John Major remplace Thatcher à la tête du parti conservateur et du gouvernement. La *poll tax* sera abolie peu après.

Le pragmatique État britannique a toujours su reculer en bon ordre, voire faire le mort lorsque l'application rigoureuse de la loi risque d'entraîner une radicalisation du mouvement. Ainsi, lors d'une lutte de dockers à Londres, en 1972, il sortira rapidement les cinq meneurs emprisonnés de la grève des dockers, de la prison de Pentonville lorsque la grève s'étend à d'autres secteurs.

### ***Les shop-stewards : une intégration conflictuelle dans le compromis social***

Les *shop-stewards* (délégués d'atelier et par extension de toute unité de production) sont élus par leurs camarades de travail pour les représenter face aux responsables de l'atelier ou de l'entreprise. Originellement faite à main levée, leur élection annuelle se fait actuellement pratiquement toujours à bulletin secret. Les *shop-stewards* dans un atelier forment un comité de *shop-stewards* et choisissent l'un d'eux comme *convenor*. Dans les grandes entreprises les *convenors* forment à leur tour un comité de *convenors* qui élit un *convenor* de site ou d'entreprise.

En l'absence de lutte déployée ces délégués ont pour tâche principale la résolution des problèmes de vie quotidienne qui interviennent entre l'entreprise, ses dirigeants et les salariés. Une fonction pas si bénigne qu'il paraît car elle comprend l'application des accords collectifs et ses interprétations. Une pratique qui peut fortement influencer sur l'organisation et la productivité du travail.

Seules les grandes entreprises peuvent rémunérer à plein temps les *convenors* pour leur activité de représentation et leur allouer local et matériel de communication. Les autres travaillent comme leurs camarades mais leur activité de représentation se fait sur leur temps de travail.

Quand une lutte démarre, qu'elle soit décidée par le syndicat, ce qui arrive rarement,

les ouvriers ou les *shop-stewards* eux-mêmes, ce sont ces derniers qui l'organisent, ils deviennent alors des « *délégués de lutte* ». Le comité des *shop-stewards* se transforme *de facto* en comité de grève (dans lesquels peuvent participer des ouvriers) chargé d'organiser la grève et de rendre compte aux ouvriers.

Classiquement, on retrouve le schéma suivant : les ouvriers font grève, les *shop-stewards* organisent la grève et les syndicats négocient avec le patron et les organismes d'État, voire le gouvernement directement lors des conflits majeurs.

Doté d'une structure fédérale, le TUC bénéficie d'une grande souplesse organisationnelle. Comprenant des syndicats d'industrie et de métiers il représente l'ensemble des travailleurs syndiqués malgré de fortes divisions entre les syndicats qui le composent. Plus ou moins collaborateurs, plus ou moins combatifs ou corporatistes, ces syndicats n'hésitent pas à se combattre les uns les autres pour représenter une part plus importante de la force de travail.

Les travailleurs des grandes entreprises sont ainsi représentés par plusieurs syndicats concurrents même si la forte baisse du nombre des adhérents a entraîné de vastes opérations de fusions entre organisations.

Les syndicats, appareils de permanents assurant l'exploitation sans trop d'à-coups de la force de travail, s'appuient également sur l'action des *shop-stewards* qui assurent leur fonctionnement à la base.

Les relations entre les deux niveaux sont toujours très pragmatiques. « *Nous ne sommes pas antagoniques au mouvement syndical. Nous ne sommes pas là pour l'écraser mais pour croître, pour utiliser tout moyen possible compatible avec une organisation plus efficace des travailleurs* », expliquait, en 1917, JT Murphy, un activiste de Sheffield. Négociant au nom des ouvriers en lutte les syndicats sont souvent désavoués par la base. Pas de problème, le syndicat peut recommencer les négociations pour obtenir un accord plus favorable. En cas de conflit avec les *shop-stewards* on tentera de trouver un compromis. Mais les syndicats sauront toujours donner le feu vert à l'entreprise pour virer les délégués trop virulents. En 1962, 17 *shop-stewards* de Ford Dagenham sont ainsi licenciés et en 1979 ce sera le tour du *convenor* d'Austin Rover à Longbridge, Derek Robinson.

Le débordement du syndicat lors des conflits par les *shop-stewards* est, de fait, institutionnalisé au Royaume-Uni. La plupart des luttes sont d'ailleurs lancées par la base avant d'être reconnues officiellement par le syndicat, qui décide parfois de suivre.

La plupart des luttes restent circonscrites à l'entreprise ou à la branche d'industrie. Les grèves de solidarité, très nombreuses dans l'histoire de la classe ouvrière du Royaume-Uni, sont devenues illégales dans les années 1980.

Le capitalisme britannique a profité d'un rapport de force favorable pour passer des lois encadrant étroitement les actions des travailleurs. Les syndicats sont désormais responsables financièrement, d'où leur prudence à lancer ou même à soutenir les luttes qui sortent du carcan légal.

En poursuivant leur lutte sans se soucier de faire perdre de l'argent à leur patron, sans attendre le soutien des syndicats et en transgressant une loi qui interdit les grèves de solidarité les travailleurs de l'ingénierie civile ont réussi à faire céder un géant du pétrole. Ils ont également montré aux autres travailleurs que la lutte pouvait payer si elle réussissait à entraîner les autres travailleurs du secteur. Le fantôme de la semaine de 3 jours a également incité l'État et les autres grandes entreprises à plier. Un exemple qui démontre une fois de plus que l'on peut résister au dictat patronal par une lutte déterminée.

Bruxelles, Londres, Paris, le 31 juillet 2009

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.

Consulter le site Internet de Mouvement Communiste : [www.mouvement-communiste.com](http://www.mouvement-communiste.com)